

COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE Maurice Tornay place l'ancien ministre socialiste Thomas Burgener à la tête des «experts» chargés d'imaginer le futur de la vie politique valaisanne.

Des «poids lourds» pour repenser le Valais politique

JEAN-FRANÇOIS FOURNIER

Combien de conseillers d'Etat? Combien de députés? Elections au système majoritaire ou à la proportionnelle? Combien de régions ou de districts? Quels cercles électoraux? Quelles fusions de communes? Quel avenir pour les bourgeoisies? Quel cahier des charges pour les préfets? Voilà quelques-unes des questions fondamentales – et pour certaines, épineuses – auxquelles devront répondre les membres de la commission extraparlamentaire voulue par Maurice Tornay et ses collègues du Gouvernement cantonal.

Devant l'ampleur de la tâche, le ministre des finances, des institutions et de la santé n'a pas fait dans la dentelle. Modernisation forcée oblige, son choix ne s'est donc pas porté sur une commission d'experts épaulée par ses propres services, mais plutôt sur la constitution d'une équipe de choc. «Le chef a voulu du lourd, nous confiait l'un de ses conseillers. Par souci d'efficacité et de réalisme. Pour organiser un vrai débat démocratique qui implique toutes les familles politiques. Et surtout, pour déboucher sur un catalogue d'idées novatrices et respectant les intérêts des citoyens.»



Maurice Tornay a mis en place une équipe de choc pour dessiner les contours du Valais politique du XXI^e siècle. Thomas Burgener présidera la commission extraparlamentaire. BITTEL/MAMIN/A

POINT COMMUN: PRÉSIDENT (E) S DU GRAND CONSEIL

Du lourd, avec la nomination à la présidence de l'ancien conseiller d'Etat Thomas Burgener. L'avocat socialiste effectue là un vrai retour sur le devant de la scène politique valaisanne. «Je suis très motivé par l'importance de ce défi», nous expliquait hier M. Burgener. «Je terminerai en effet en septembre un important travail de commission fédérale sur les personnes en situation de handicap, une consultation intercantonale qui démontre, soit dit en passant, notre bonne approche de cette problématique en Valais, et j'aurai donc la disponibilité nécessaire et l'énergie pour animer ces travaux. L'approche très ouverte proposée par M. Tornay m'a plu. Mon parcours, au travers de pratiquement toutes les fonctions électives du système politique suisse, me confère une certaine légitimité pour présider cette réflexion. Et puis, le choix des membres de la commission, avec notamment d'anciens vice-présidents et présidents du Grand Conseil, rend cette tâche pleine

de promesses. En tout cas passionnante...»

Autour du «papa» du RSV, on retrouvera ainsi Marianne Maret, présidente de la Fédération des communes valaisannes; Adalbert Grand, président de la Fédération des bourgeoisies valaisannes; Antoine Lattion et Marie-Thérèse Schwery, président et membre de l'Association des préfets et sous-préfets du Valais; Wilhelm Schnyder et Gilbert Lorétan pour le CSPO; Edith Nanzer et Marcel Mangisch pour le CVPO; Monique Paccolat et Georges Mariétan pour le PDC du Bas; Marie-Françoise Perruchoud-Massy et Dominique Sierro pour le PDC du Centre; Albert Bétrisey, Bernard Monnet et Jean-François Copt pour les Libéraux-Radicaux; Marcelle Monnez-Terretaz et Hanz-Joseph Jossen pour le PS; Edmond Perruchoud et Franz Ruppen pour l'UDC.

TRANSPARENCE ET CRÉATIVITÉ

«Le moment est bien choisi, les gens aussi», détaille Thomas

Burgener. «Car toutes et tous, ils connaissent les rouages de notre politique, nos traditions, mais aussi notre objectif de rester en accord avec nos réalités financières et sociologiques.» Ce groupe de «pointures» devrait œuvrer en trois sous-commissions, durant un peu plus d'une année. Charge au nouveau gouvernement élu en 2013 de présenter ensuite ses réflexions au Parlement et au peuple, au plus tard l'année suivante, avec l'espoir que les réformes décidées puissent entrer en vigueur dès 2015.

La méthode? «Un mot-clé, dicit Burgener: la transparence. Pas question de travaux secrets ici. Je veux que les communes, les bourgeoisies, les préfets, les partis, puissent enrichir régulièrement nos réflexions. Nous trouverons aussi un moyen de consulter la population pour être certain de ne pas manquer une bonne idée.» Définissant lui-même sa mission comme celle d'un chef d'orchestre, le Haut-Valaisan entend travailler main dans la main avec le service de Maurice Che-

vrier au département Tornay («pour faire le point sur tout ce qui existe ailleurs»). Et privilégier dans sa commission la spontanéité, la créativité, l'inventivité. «Pourquoi ne ferions-nous pas œuvre de pionniers en proposant des solutions modernes qui n'ont pas d'équivalents dans d'autres cantons?»

L'ambition commune de MM. Tornay et Burgener? «Les Valaisannes et les Valaisans doivent être sûrs de l'affectation de chacun des francs issus de leurs impôts, résume l'an-

ancien ministre. Sûrs qu'il n'y aura pas à l'avenir de doublon ou de coquille institutionnelle vide dans ce canton.» De son côté, le conseiller d'Etat en charge d'ajouter: «La nomination d'une telle commission nous permettra également de répondre de façon très étayée aux questions soulevées par le dépôt de l'initiative populaire «Chaque voix compte», et par la motion du groupe PLR concernant «une refonte des circonscriptions électorales pour l'élection du Grand Conseil.»

PUBLICITÉ



Offre valable sur les produits étiquetés. L'offre s'effectue sur l'article le moins cher des deux, non-cumulable avec d'autres avantages.



L'ÉDITO

JEAN-FRANÇOIS FOURNIER
RÉDACTEUR EN CHEF

Le retour d'un duo gagnant

Il y a quelque chose d'enthousiasmant à voir un ministre démocrate-chrétien, réputé conservateur, ouvrir le grand chantier de la refonte des institutions valaisannes en confiant d'une part la présidence d'une commission extraparlamentaire de poids à un ancien ministre socialiste, et d'autre part, en nommant au sein de cette équipe des dignitaires politiques peu suspects d'être faciles à téléguider.

A y regarder de près, le coup politique est pourtant logique. Primo, Maurice Tornay n'a pas pour habitude de faire les choses à moitié lorsqu'il s'agit de la gestion de la chose publique et des intérêts citoyens. Secundo, Thomas Burgener a prouvé qu'il avait les épaules assez larges pour repenser nos institutions, en témoigne la création de «son» Réseau Santé Valais, qui évita jadis la fermeture de plusieurs hôpitaux valaisans. Et tertio, les deux ont déjà parfaitement collaboré, puisque c'est Tornay qui fit à l'époque la majorité parlementaire nécessaire au projet de RSV porté par Burgener.

Reste le plus difficile: une concertation large à mener avec un maximum de transparence et de démocratie; un calendrier qui prévoit à peine quatre ans avant consultation du souverain; et une créativité, une inventivité, qui doivent permettre au Valais de traverser le XXI^e siècle avec des lois et un univers politique modernisés, efficaces et proches de nos réalités.

Il faudra tout le sens politique et stratégique des deux hommes pour triompher de conservatismes bien ancrés, et de traditions qui, souvent, n'ont même plus de légitimité historique!